

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES



Fourniture des services LINKEDIN pour les besoins de la branche recouvrement

Appel d'Offres Ouvert

P2535-AOO-DRH

Cahier des Clauses Administratives Particulières

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD CADRE.....	4
ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 3 – FORME DE L'ACCORD CADRE.....	4
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD CADRE	5
ARTICLE 5 –MONTANT DE L'ACCORD CADRE.....	5
ARTICLE 6 – DUREE DE L'ACCORD CADRE	6
ARTICLE 7 – EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 8 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS, OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE	7
ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DES PARTIES	8
ARTICLE 10 – SUIVI ET CONTROLE DE L'ACCORD CADRE.....	12
ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
ARTICLE 12 – CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE	13
ARTICLE 13 – PRIX DES PRESTATIONS	14
ARTICLE 14 – REGIME FINANCIER	14
ARTICLE 15 – PENALITE DE RETARD.....	16
ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANCE	17
ARTICLE 17 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.....	17
ARTICLE 18 – RESPONSABILITE – ASSURANCES.....	18
ARTICLE 19 – RESILIATION	18
ARTICLE 20 – LITIGES	19
ARTICLE 21 – CONFLIT D'INTERETS	19
ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU C.C.A.G /FCS.....	19

Ce document comporte 20 pages.

DEFINITIONS

En complément de l'article 2 du CCAG-FCS, chacune des expressions utilisées dans le présent document, y compris dans ses annexes, a la signification donnée ci-après :

« Accord-cadre » : désigne l'acte juridique conclu par l'ACOSS et le titulaire, prévu par l'article L. 2125-1 du Code de la commande publique. Il fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté par l'émission de bons de commande.

« Bons de commande » : désigne les documents écrits prévus par l'article R. 2162-13 du Code de la commande publique qui sont adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations décrites dans l'accord cadre dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité dans les conditions prévues au présent accord cadre.

« Pouvoir adjudicateur ou ACOSS » : Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale – Personne morale de droit public, dont le siège social est situé au 36 rue de Valmy, à Montreuil (93100) et qui dispose de 11 sites en France métropolitaine :

- site de Biot : 750, avenue de Roumanille – Sophia Antipolis – 06410 BIOT
- site de Caen : 20, avenue Alfred Kastler – 14063 CAEN
- site de Lille : 13, rue Denis Papin – Parc d'activités des Prés – 59658 VILLENEUVE D'ASCQ cedex
- site de Lyon : 590, cours du 3^{ème} Millénaire – 69792 SAINT PRIEST cedex
- site de Marseille : 20, avenue Viton – BP 31 – 13274 MARSEILLE cedex
- site de Montpellier : 13 avenue Albert Einstein – 34000 Montpellier cedex
- site de Nancy : 12, rue du Bois de la Champelle – Parc d'activités du Brabois – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY
- site de Nantes : 2-4, rue Coulongé – BP 12833 – 44328 NANTES cedex
- site de Toulouse : Avenue d'Atlanta – BP2152 – 31020 TOULOUSE cedex
- Site de Valbonne : 480 route des Dolines (**2 bâtiments**) – 06914 Sophia Antipolis
- Site du WI (Montreuil) : 38 rue de la République 93100 MONTREUIL

Le « Titulaire » : Attributaire et signataire de l'accord cadre retenu par l'ACOSS à l'issue de la procédure de marchés publics.

Les « organismes bénéficiaires » : Les URSSAF adhérentes de l'accord cadre dont la liste est communiquée en annexe du CCTP et qui sont bénéficiaires des prestations commandées par l'ACOSS dans le cadre du présent accord cadre.

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le marché a pour objet la fourniture des services LINKEDIN pour les besoins de la branche Recouvrement.

La description précise des prestations et les spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE L'ACCORD CADRE

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124- 1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

L'ACOSS agit pour son compte et celui des organismes du recouvrement, tel que mentionné dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Cette coordination des besoins est prévue par l'article L. 224-12 du Code de la Sécurité Sociale, aux termes duquel « *Les caisses nationales, l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale et l'Union des caisses nationales de sécurité sociale peuvent passer, pour leur propre compte et celui des organismes locaux, des marchés ou des accords-cadres. Les marchés subséquents aux accords-cadres sont passés par les caisses nationales, l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale ou par les organismes locaux* ».

La présente consultation prévoit l'intégration des besoins de l'ACOSS et des URSSAFS suivantes :

- ACOSS,
- URSSAF Alsace,
- URSSAF Centre Val de Loire,
- URSSAF Limousin,
- URSSAF Lorraine,
- URSSAF Midi-Pyrénées,
- URSSAF Ile de France (à compter du 1^{er} février 2028)

ARTICLE 3 – FORME DE L'ACCORD CADRE

Le présent marché public est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il définit les conditions juridiques, techniques et financières ainsi que les caractéristiques et modalités d'exécution de la prestation attendue.

Après la conclusion de l'accord-cadre, l'ACOSS, lorsqu'elle souhaite commander les prestations objet de la présente opération, passe des bons de commandes auprès du titulaire de l'accord-cadre retenu par l'ACOSS.

Conformément à l'article R. 2162-14 du Code de la commande publique, les bons de commande sont émis sans négociation ni remise en concurrence selon les modalités fixées à l'article 7 du présent accord-cadre.

Les bons de commande, émis sur le fondement de l'accord-cadre, sont notifiés au titulaire par l'ACOSS et les organismes bénéficiaires, pendant la durée de validité contractuelle dudit accord-cadre.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD CADRE

Les documents qui constituent le présent accord-cadre et le contrat entre les parties, sont affectés d'un ordre de priorité, défini ci-après, permettant de statuer sur les contradictions éventuelles qui pourraient se faire jour à la lecture des documents.

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, en cas de différence donc entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces derniers prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés :

- l'acte d'engagement complété, daté et signé ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), et son annexe « déclaration d'absence de conflit d'intérêts », dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seule foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAF-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre financière du titulaire (formalisée dans le bordereau prix unitaire) ;
- le mémoire technique du titulaire.

Si le titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par l'accord-cadre et ses annexes et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Les dérogations au CCAG-FCS sont précisées à l'article 22 du présent CCAP.

ARTICLE 5 – MONTANT DE L'ACCORD CADRE

Le présent marché public est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il définit les conditions juridiques, techniques et financières ainsi que les caractéristiques et modalités d'exécution de la prestation attendue.

Les prestations sont réglées sur la base de prix unitaires fixés dans le cadre de réponse financier du présent accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu, conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, sans montant minimum et avec un maximum indiqué ci-dessous qui tient compte du présent périmètre annuel estimatif :

Nom de l'organisme	Quantité Job Slot	Quantité Licence Recruter	Quantité Page Carrière
Urssaf Caisse nationale	16	16	Oui

Nom de l'organisme	Quantités Job Slot	Quantités Licence Recruter	Quantités Page Carrière
Urssaf Centre Val de Loire	5	0	0
Urssaf Lorraine	0	2	0
Urssaf Midi pyrénées	3	0	0

Nom de l'organisme	Quantité Job Slot	Quantité Licence Recruter	Quantité Page Carrière
Urssaf Ile de France	5	1	Non

Le montant de l'accord-cadre est estimé, sur la durée de l'accord cadre, de 846 936,78 € HT soit 1 016 324,13 € TTC.

Le montant maximum de l'accord cadre est fixé à 973 977,12 € HT soit 1 168 772,54 € TTC pour toute sa durée.

ARTICLE 6 – DUREE DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de trois années à compter de la date 04 mai 2026, exception faite pour l'URSSAF Ile de France dont la date de d'effet sera fixée au 1^{er} février 2028.

En cas de non-reconduction de l'accord cadre, le titulaire en est informé par courrier recommandé avec réception avec un préavis de trois mois.

ARTICLE 7 – EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE

7.1 – COMMANDES DES PRESTATIONS

La réalisation par le titulaire des prestations est initialisée par l'émission d'un bon de commande.

En réponse à ce bon de commande, et dans le cadre des prix définis dans le bordereau de prix unitaire complété par le titulaire et validé par l'Acosse ou l'organisme bénéficiaire.

Chaque bon de commande est notifié par l'ACOSS ou l'organisme bénéficiaire concerné au titulaire au fur et à mesure de ses besoins et pendant toute la durée du marché, déterminée à l'article 6 du présent CCAP. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La durée d'exécution des bons de commandes ne pourra pas impliquer l'exécution des prestations au-delà de trois mois après la fin de validité du marché.

L'ACOSS ou l'organisme bénéficiaire concerné adresse les bons de commandes au titulaire, soit par lettre recommandée avec accusé réception soit par voie dématérialisée, cette dernière forme devant être confirmée par le titulaire dès réception du courriel.

L'ACOSS ou l'organisme bénéficiaire concerné émet donc au titulaire au fur et à mesure de ses besoins, des commandes par référence au cadre de réponse financier du titulaire du présent accord-cadre.

- Quel que soit le support, les bons de commande comprennent au moins les mentions obligatoires suivantes : un numéro d'ordre ;
- la référence à l'accord-cadre ;
- le cas échéant, le délai d'exécution ou de livraison de la prestation commandée et la date de remise du livrable attendu ;
- la désignation de la prestation commandée et sa consistance définie en fonction de l'unité de facturation adéquate ;
- le lieu d'exécution et de livraison ;
- les prix H.T et TTC applicables par référence au cadre de réponse financier du titulaire.

Seuls les bons de commandes signés par le Directeur de l'ACOSS ou son représentant habilité, le directeur de l'organisme bénéficiaire ou son représentant habilité pourront être honorés par le titulaire.

7.2 – DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les délais d'exécution des prestations sont spécifiés dans chaque bon de commande et sont fixés dans le cahier des clauses techniques particulières.

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG FCS, le point de départ des prestations est indiqué dans le bon de commande et ne peut être antérieur à la date de notification du bon de commande.

En cas d'urgence, la commande sera passée par mail avec accusé de réception, puis confirmée par un bon de commande formalisé.

L'ACOSS peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations dans les délais indiqués dans le bon de commande. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de l'ACOSS ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit préalablement solliciter l'accord de l'ACOSS, en expliquant les causes empêchant l'exécution des prestations dans les délais fixés et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

Conformément à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, il dispose pour cela d'un délai de **15** jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Une prolongation des délais ne peut en aucun cas avoir pour conséquence d'entraîner une augmentation du coût de la prestation.

L'ACOSS ou l'organisme bénéficiaire concerné notifie, par tout moyen, y compris par voie dématérialisée, sa décision au titulaire dans le délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai maximal d'exécution défini dans le bon de commande et éventuellement prolongé.

La durée d'exécution maximale d'un bon de commande est fixée à un an au plus.

S'agissant de la durée de validité des bons de commande :

- Les bons de commande peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.
- La durée d'exécution des bons de commande ne peut en tout état de cause, excéder de trois mois la fin de la durée de validité du présent accord-cadre.

ARTICLE 8 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS, OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE

Les opérations de vérification et de réception des prestations sont effectuées par l'ACOSS ou la personne habilitée, ou par l'organisme bénéficiaire concerné, à cet effet dans les conditions des articles 27 à 30 du CCAG – Fournitures courantes et services.

Tous les documents remis par le Titulaire à l'ACOSS sont rédigés en français.

L'ACOSS dispose, par dérogation à l'article 28.2. du CCAG-FCS, d'un délai maximum de 7 jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations, à compter de la date de remise par le titulaire, ou de livraison, des prestations au pouvoir adjudicateur, pour les vérifications effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur ;

En cas d'absence de décision donnée dans les délais visés ci-dessus, la prestation sera réputée admise.

Les décisions de réception avec réfaction, d'ajournement et de rejet sont motivées.

En cas de réception avec réfaction, d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose, par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, d'un délai de **8** jours ouvrés pour faire ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'ACOSS.

Si le titulaire fait des observations ou procède aux corrections demandées, l'ACOSS dispose, par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, d'un délai maximum de **20** jours ouvrés pour prendre une décision définitive.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DES PARTIES

La réussite du projet dépend de la collaboration étroite entre le titulaire, l'ACOSS et les organismes bénéficiaires dans les conditions définies ci-dessous.

9.1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1.1 – Obligations liées à la profession

En tant que professionnel, le titulaire est tenu au strict respect des lois et réglementations en vigueur. A ce titre, il s'engage à ne soumettre à l'ACOSS et aux organismes bénéficiaires aucune proposition qui serait contraire à ces textes.

Il doit par ailleurs, déployer tous les soins, le savoir-faire et la diligence nécessaires pour parvenir au résultat escompté et à la réussite de sa mission.

Il est investi tout au long de l'exécution du présent accord-cadre, d'une obligation générale de conseil, d'information et de recommandations envers l'ACOSS et les organismes bénéficiaires.

Le titulaire doit fournir à l'ACOSS et les organismes bénéficiaires l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire est tenu d'informer impérativement l'ACOSS et les organismes bénéficiaires en cas de constatation d'un incident technique ou toutes autres difficultés dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, et pouvant remettre en cause la réalisation des prestations. En cas de non-respect de cette obligation, ceci constituerait un manquement du titulaire à son devoir de mise en garde, pouvant justifier le rejet des prestations par l'ACOSS et les organismes bénéficiaires.

9.1.2 – Obligation de confidentialité

Une information confidentielle désigne toute information quelle que soit la forme (orale, écrite, électronique...) et quelle que soit la nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sur tout support propriété de l'ACOSS et des organismes bénéficiaires, communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'ACOSS et les organismes bénéficiaires pour l'exécution des prestations du présent accord-cadre.

Les informations et renseignements fournis par l'ACOSS et les organismes bénéficiaires, sont

strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses sous-traitants éventuels auraient eu connaissance durant l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ne conserver aucune copie des livrables réalisés, des documents et des fichiers informatiques remis par l'ACOSS, à l'issue de l'accord-cadre ;
- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par l'ACOSS et les organismes bénéficiaires à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par l'ACOSS et les organismes bénéficiaires à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'ACOSS et les organismes bénéficiaires, les organismes du recouvrement autorisés par l'ACOSS et les organismes bénéficiaires, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du présent accord-cadre.

En outre, le titulaire s'engage à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis, qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que l'ACOSS et les organismes bénéficiaires leur fournissent les données nécessaires à leur reconstitution.

L'ACOSS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

9.1.3 – Interlocuteurs techniques

9-1-3-1 Interlocuteur unique

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire informe l'ACOSS et les organismes bénéficiaires, de l'identité de l'interlocuteur unique.

Ce responsable doit être impérativement de profil au moins équivalent à celui présenté dans l'offre du titulaire. Il est l'interlocuteur privilégié de l'ACOSS et des organismes bénéficiaires tout au long de la durée de l'accord-cadre.

9-1-3-2 Garantie de continuité des prestations

Le titulaire garantit l'exécution des prestations définies qui le concerne, conformément à son offre technique.

Pour satisfaire à cette obligation, le titulaire met en œuvre pour l'accord-cadre, les moyens matériels et humains qu'il estime nécessaires.

Il ne peut être exonéré de cette obligation en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant les caractères d'extériorité et d'imprévisibilité de la force majeure.

- En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie, démission ou congés de l'un quelconque des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, l'ensemble de l'accord-cadre ne pourra être remis en cause par le titulaire.

Dans ce cas, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

- Le titulaire avertira l'ACOSS et les organismes bénéficiaires avec un préavis raisonnable, des périodes d'absence prévisibles (congrés, formation) afin d'organiser d'un commun accord la continuité des prestations, objet du présent accord-cadre et garantir ainsi le respect des délais d'exécution.

En tout état de cause, le titulaire assume à ses frais la formation du ou des remplaçant(s), consistant en la transmission des connaissances, nécessaires à son (leur) intervention.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution de la commande.

9-1-3-3 Equipe du titulaire

Le titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution attendus.

Aussi, le titulaire s'engage à faire bénéficier l'ACOSS et les organismes bénéficiaires notamment, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine des prestations, objet du présent accord-cadre.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences telles que stipulées dans le CCTP ;
- veiller et contrôler le maintien constant des compétences ;
- maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes, le cas échéant en termes de nombre.

Afin d'assurer le succès des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution de l'accord-cadre qui le concerne, des personnels homogènes par prestation, en nombre suffisant, compétents, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui s'y trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'ACOSS et les organismes bénéficiaires et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

L'interlocuteur unique et les membres de l'équipe du titulaire sont considérés comme acceptés si l'ACOSS ne les récuse pas dans le délai d'un mois à compter de la date de mise à disposition. Si l'ACOSS récuse un ou plusieurs de ces profils, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un remplaçant et en informer l'ACOSS.

9.1.4 – Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire dont le siège est établi en France, ou qui exécute la prestation au moyen de personnels étrangers qu'il détache sur le territoire français, est tenu au respect de la législation française (notamment des normes minimales légales en terme de durée du travail et de rémunération).

Ainsi, le nombre d'heures travaillées doit être conforme à la législation en vigueur. Les heures supplémentaires doivent être rémunérées comme telles.

Le titulaire dont l'exécution de la prestation est faite à l'étranger est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste entièrement responsable du respect de celles-ci auprès de l'ACOSS.

Ces obligations s'imposent sur toute la chaîne de sous-traitance à laquelle le titulaire de l'accord-cadre ferait appel.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du contrat, en fournissant, sur simple demande de l'ACOSS, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

Le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions auxquelles il ne peut déroger ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main-d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'ACOSS.

En cas de manquements constatés à la réglementation relative à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, l'ACOSS pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts exclusifs du titulaire.

9.1.5 – Protection du système d'information

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels sont tenus de respecter strictement les prescriptions et interdictions figurant dans les documents applicables au sein de l'ACOSS et des organismes bénéficiaires (règlement intérieur, chartes utilisateurs / de bonnes conduites, etc.). Sont notamment visées les règles s'imposant en matière d'utilisation des ressources informatiques, de communications électroniques et téléphoniques, y compris celles qui concernent les moyens d'accès distants au système d'information de l'ACOSS et des organismes bénéficiaires. Les documents applicables au sein de l'ACOSS et des organismes bénéficiaires sont communiqués au titulaire à la notification de l'accord-cadre et ont valeur contractuelle.

Le titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur le système d'information de l'ACOSS et des organismes bénéficiaires ainsi que leur niveau d'habilitation (types d'accès et ressources concernées de l'ACOSS et des organismes bénéficiaires).

Par ailleurs, le ou les titulaire(s) et ses (leurs) sous-traitants éventuels reconnaissent avoir connaissance des infractions définies par le code pénal sur les fraudes informatiques (loi n°2004-575 du 21 juin 2004), notamment :

- le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données, et ce avec ou sans suppression ou modification des données (article 323-1 du code pénal) ;
- le fait d'entraver ou de fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé des données (article 323-2 du code pénal) ;
- le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé ou de modifier frauduleusement les données qu'il contient (article 323-3 du code pénal) ;
- le fait, sans motif légitime, d'importer, de détenir, d'offrir, de céder ou de mettre à disposition un équipement, un instrument, un programme informatique ou toute donnée conçus ou spécialement adaptés pour commettre une ou plusieurs infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3 du code pénal ;
- la tentative d'accomplissement de ces délits (article 323-7 du code pénal) ;
- l'association ou l'entente en vue de les commettre (article 323-4 du code pénal).

D'une manière générale, le ou les titulaire(s) et ses (leurs) sous-traitants s'engagent à mettre en œuvre les dispositifs adéquats et performants pour que la protection du système d'information soit assurée de façon constante, à un niveau de sécurité conforme à la législation et à l'état des technologies durant l'exécution de l'accord-cadre.

9.2 – OBLIGATIONS DE L'ACOSS ET DES ORGANISMES BENEFICIAIRES

9.2.1 – Information

L'ACOSS et les organismes bénéficiaires s'engagent à fournir dans les plus brefs délais au titulaire, tous les documents, fichiers informatiques, et informations qu'elle détient, afin de lui permettre de comprendre les prestations qu'il doit effectuer et de les exécuter conformément au délai d'exécution fixé dans le bon de commande.

Il reste entendu que le titulaire ne saurait être tenu pour responsable d'une prolongation de délai d'un bon de commande liée à un manque de diligence de l'ACOSS et/ou des organismes bénéficiaires.

9.2.2 – Obligation de confidentialité

Sans préjudice des stipulations prévues à l'article 9.1.2 ci-dessus, l'ACOSS et les organismes bénéficiaires s'engagent à maintenir confidentiels les informations et documents remis par le titulaire et signalés comme tels par celui-ci.

ARTICLE 10 – SUIVI ET CONTROLE DE L'ACCORD CADRE

Pour chaque bon de commande, l'ACOSS ou et l'organisme bénéficiaire concerné procède au suivi et au contrôle de l'exécution de ses prestations.

L'ACOSS et les organismes bénéficiaires peuvent émettre au cours de l'exécution d'une prestation, des observations ou recommandations et demander au titulaire que ces dernières soient prises en compte.

Si ce dernier refuse, il s'expose au risque d'une décision de rejet des produits remis et par conséquent à une décision de résiliation de l'accord-cadre.

En tout état de cause, tout ajustement demandé au titulaire par l'ACOSS ou l'organisme bénéficiaire concerné doit être conforme aux prescriptions contractuelles.

Lorsque les prestations sont exécutées chez le titulaire ou ses sous-traitants éventuels, l'ACOSS ou l'organisme bénéficiaire concerné a libre accès aux locaux de ces derniers.

ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En complément des stipulations du CCAG-FCS en matière de protection des données personnelles, il est précisé que l'ACOSS pourra être amenée à collecter des données à caractère personnel au titre de la gestion administrative du présent Marché. Ainsi, l'ACOSS, en qualité de responsable de traitement, peut être amenée à collecter nom(s), prénom(s), fonction et adresse email professionnelle des représentants légaux du Titulaire et des interlocuteurs désignés par ce dernier pour la bonne exécution du Marché. Le Titulaire s'engage à ce titre à informer lesdites personnes du contenu du présent article.

Les données seront conservées pour la durée de Marché.

La collecte desdites données est réalisée pour les besoins strictement internes de l'ACOSS qui garantit au Titulaire le respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel.

En application de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, l'ensemble des droits des personnes concernées, dont les données sont collectées, traitées et conservées (droit d'accès, droit de rectification, droit d'effacement, droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données et droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle) doivent être exercés par ces personnes auprès du Délégué à la Protection des Données de l'ACOSS, par email à l'adresse [informatiqueetlibertes.acoss@acoss.fr] ou par courrier postal à l'adresse suivante : ACOSS, Informatique et Libertés, 36 rue de Valmy, 93108 Montreuil Cedex; en justifiant dans les deux cas de son identité conformément à l'article 77 du décret n°2019-536 du 29 mai 2019.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, l'intéressé peut contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Chacune des Parties garantit à l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union Européenne.

ARTICLE 12 – CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

12.1 – CLAUSE SOCIALE

Sans objet

12.2 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

12.2.1 Engagements en matière de respect de l'environnement

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, dans l'exécution de ses prestations, des pratiques et des moyens permettant de limiter leur impact environnemental. À ce titre, il devra :

- Limiter les déplacements en privilégiant les réunions à distance (visioconférences, appels téléphoniques, etc.) lorsque cela est possible ;
- Adopter des outils numériques sobres et économes en énergie pour la réalisation des prestations ;
- Utiliser des fournitures de bureau éco-responsables (papier recyclé, impression recto-verso, impression en noir et blanc, etc.) ;
- Favoriser la dématérialisation des documents pour réduire l'usage du papier ;
- Recycler ou réutiliser tout matériel ou consommable utilisé dans le cadre du marché.

12.2.2 Bilan Carbone

Le titulaire devra transmettre à l'ACOSS dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre son bilan carbone de l'année 2024, relatif aux scopes 1, 2 et 3. Il devra ensuite transmettre à chaque date anniversaire de l'accord-cadre son bilan carbone de l'année précédente.

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'attachera à utiliser du matériel respectueux de l'environnement, notamment en privilégiant la remise de livrables sur support électronique et à défaut l'utilisation de papier recyclé et d'encre recyclée.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le présent accord-cadre.

ARTICLE 13 – PRIX DES PRESTATIONS

13.1 – PRIX DE REGLEMENT

Le prix est ferme et définitif pour trois ans.

Les prestations sont réglées par application de prix unitaires tels que fixés dans le cadre de réponse financier.

Les prix fixés dans le bordereau de prix du présent accord-cadre, ne sont pas modifiables lors de l'émission des bons de commande. Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations. Il s'agit, notamment, des frais de déplacement, d'hébergement et de repas du personnel du titulaire, du transport et de la livraison des livrables, des communications téléphoniques émanant du personnel du titulaire et, de manière générale, de tous les frais occasionnés par l'exécution des prestations.

13.2 – REVISION DES PRIX

Sans Objet.

13.3 – CLAUSE DE SAUVEGARDE

Sans objet.

ARTICLE 14 – REGIME FINANCIER

14.1 – AVANCE

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-FCS, sauf refus du titulaire formulé dans l'acte d'engagement, une avance lui sera versée dans les conditions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est égal à 5% du montant bon de commande, pour chaque bon de commande supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieur à deux mois et inférieure ou égale à un an.

Lorsque le Titulaire du présent accord-cadre, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande public le taux de l'avance est porté à 10%.

14.2 – ACOMPTES

Des acomptes seront versés sur demande du titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions réglementaires fixées aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

14.3 – LIQUIDATION DES PAIEMENTS

Le paiement des prestations sera réglé avant service fait conformément à l'article 2 de l'arrêté du 6 juin 2016 fixant la liste des dépenses des organismes publics nationaux dont le paiement peut intervenir avant service fait.

14.4 – FACTURATION

Les factures afférentes au paiement seront établies par le titulaire en un original et deux duplicata certifiés conformes à l'original, au compte ouvert au nom du prestataire, qui communiquera à l'ACOSS ou à l'organisme bénéficiaire concerné un RIB **original** en y faisant apparaître les codes BIC/IBAN, portant les indications suivantes :

- Les nom et adresse du titulaire ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro du marché et du bon de commande ;
- L'intitulé précis des prestations réalisées ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total des fournitures livrées ou des prestations réalisées HT et TTC ;
- La date de facturation.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est Monsieur le Directeur de l'ACOSS ou Monsieur le Directeur de l'organisme bénéficiaire concerné.

Le comptable assignataire des paiements est Madame a directrice comptable et financière de l'ACOSS ou celui de l'organisme bénéficiaire concerné.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

En cas de groupement, quelle que soit sa forme, le mandataire est seul habilité à présenter à l'ACOSS ou à l'organisme bénéficiaire concerné la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement doit être présentée par le mandataire et être décomposée en autant de parties qu'il y a de membre de groupement à payer séparément.

Les entreprises titulaires ou sous-traitantes lorsqu'elles sont admises au paiement direct, auront l'obligation d'adresser à l'ACOSS ou à l'organisme bénéficiaire concerné leurs factures par voie électronique, à l'adresse suivante **<https://chorus-pro.gouv.fr>**.

Les modalités techniques sont définies par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La Hotline de Chorus est joignable au n° 04.77.78.39.57 et est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro susvisé.

14.5 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours, dans les conditions des articles R. 2192-12 à R. 2192-30 du Code.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

14.6 – MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

Le titulaire communique à l'ACOSS un RIB **original** en y faisant apparaître les codes BIC/IBAN.

ARTICLE 15 – PENALITE DE RETARD

15.1 – Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

Des pénalités seront appliquées en cas de retard dans l'exécution des prestations conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10% du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 100 € HT.

15.2 – Pénalités pour indisponibilité

Par indisponibilité, on entend l'impossibilité pour les utilisateurs d'accéder aux prestations mis en place sur la plateforme LINKEDIN pour un fait exclusivement imputable au titulaire. L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite au titulaire et la constatation de la disparition du désordre.

Par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG-FCS, lorsque l'outil est indisponible, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.

15.3 – Pénalités pour manquement aux exigences environnementales

Si le titulaire méconnaît ses obligations en matière environnementale de l'article 12.2, l'ACOSS peut appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, la pénalité suivante :

Pénalité forfaitaire de 150 € par manquement constaté.

15.4 – RETARD IMPUTABLE A L'ACOSS OU UN ORGANISME BENEFICIAIRE CONCERNE

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'ACOSS ou un organisme bénéficiaire concerné par la prestation, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'ACOSS ou à l'organisme concerné sera constaté dans une attestation établie par l'ordonnateur de l'ACOSS laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel,

- définira la durée de la prolongation nécessaire du délai contractuel.

Les pénalités seront déduites d'office des décomptes des sommes dues au titulaire.

ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire ne peut sous-traiter tout ou partie de ses obligations au titre du présent accord-cadre qu'avec l'agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par l'ACOSS.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations lui incombant au titre de l'accord-cadre, le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'ACOSS de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Les sous-traitants pourront être présentés à l'organisme contractant pour acceptation lors de la soumission à l'accord-cadre ou en cours d'exécution.

En vue de leur agrément, le Titulaire transmet à l'Acosse pour chaque sous-traitant les pièces suivantes :

- un formulaire DC4 à jour de la dernière réglementation dûment renseigné et signé (ou tout document équivalent) ;
- un K-bis ou numéro d'identification unique INSEE ;
- une délégation de signature pour le Titulaire et le sous-traitant (si la personne signataire de la DC4 n'est pas visée dans le K Bis) ;
- une attestation de régularité fiscale au titre de la dernière année pour le sous-traitant ;
- une attestation relative aux obligations de déclaration et de paiement des cotisations sociales (attestation URSSAF dite " de vigilance" datant de moins de 6 mois) pour le sous-traitant ;
- une présentation des moyens techniques, humains, financiers et professionnels du sous-traitant.

Le délai de 21 jours prévu à l'article R. 2193-4 du Code de la commande publique, au-delà duquel le silence gardé par l'acheteur vaut acceptation implicite du sous-traitant, ne commence à courir qu'à compter de la date de réception de l'ensemble des pièces listées ci-dessus.

En application de l'article R2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant de premier rang a droit au paiement direct dès lors que les conditions d'acceptation et d'agrément sont satisfaites et que le montant de sa créance est d'au moins 600 euros TTC.

ARTICLE 17 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB original faisant apparaître les codes BIC/IBAN, et, selon les cas, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent accord cadre du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétiserait l'accord de l'ACOSS sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant devrait comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

L'ACOSS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 18 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le titulaire doit être en mesure de justifier à tout moment qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 19 – RESILIATION

19.1 – Résiliation unilatérale

Le présent accord-cadre peut être résilié, à tout moment, par l'ACOSS, conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG FCS, qu'il y ait ou non faute du titulaire. La décision de l'ACOSS stipule la date à laquelle elle devient effective et en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, celle-ci sera motivée par l'ACOSS.

En l'absence de faute du titulaire, celui-ci a droit à être indemnisé du préjudice qu'il aurait subi, ainsi qu'il est prévu à l'article 42 du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS susvisé.

19.2 – Résiliation pour faute du titulaire

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, l'ACOSS se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, après mise en demeure, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

1. en cas de non-respect par le ou les titulaire(s) des obligations de confidentialité et liées aux données à caractère personnel, tel que prévu aux articles 9 et 11 du présent accord-cadre ;
2. en cas de décision de rejet, tel que prévu à l'article 8 du présent accord-cadre ;
3. En cas de refus du paiement des pénalités visées à l'article 14 du présent accord-cadre ;
4. Dans les conditions visées à l'article L. 8222-6 du code du travail, après mise en demeure restée infructueuse, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication de délai, le titulaire défaillant dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.
5. D'une manière générale, en cas de fautes et/ou de retards répétés du titulaire, qui rendraient impossible la poursuite des relations contractuelles avec le titulaire.
6. Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le titulaire, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

La résiliation ne pourra être prononcée si les fautes et/ou retards constatés résultent d'un cas de force majeure ou si le ou les titulaire(s) remplace tout ou partie des outils défaillants par des outils présentant des fonctionnalités au moins équivalentes. Les frais d'échange (livraison, installation) avec les outils définitifs restent à la charge du titulaire.

19.3 – Modalités de résiliation

La résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle comporte, s'il y a lieu, les dispositions particulières à respecter par le titulaire jusqu'à la désignation d'un nouveau prestataire par l'ACOSS.

ARTICLE 20 – LITIGES

Dans les cas où le présent accord-cadre donnerait lieu pour son interprétation ou son exécution à une action judiciaire, celle-ci serait réglée selon les dispositions du CCAG-FCS.

Les litiges, qui ne peuvent faire l'objet d'un règlement amiable sont soumis à la juridiction compétente, à savoir le tribunal administratif de Montreuil (93100).

ARTICLE 21 – CONFLIT D'INTERETS

Au sens de la réglementation applicable en matière de marchés publics, le conflit d'intérêts est défini comme « toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public ».

Le titulaire s'engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l'accomplissement de sa mission.

Si le titulaire constate que l'exercice d'une mission est susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, il doit en informer sans délai l'ACOSS.

Au regard de la situation qui lui a été rapportée, l'ACOSS peut décider de retirer temporairement ou définitivement la mission litigieuse au titulaire, sans indemnité.

En cas de cotraitance, la mission peut être répartie entre le ou les autre(s) cotraitant(s), de sorte que le(s) cotraitant(s) placé(s) dans une situation de conflits d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts soi(en)t exclu(s) de la mission litigieuse.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces stipulations non seulement à ses salariés mais également à tout sous-traitant auquel il pourrait avoir recours pour l'exécution du présent marché.

Toute situation de conflit d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts non déclarée peut emporter la résiliation du marché, sans mise en demeure préalable et sans indemnité.

ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU C.C.A.G /FCS

Les dispositions suivantes du présent C.C.A.P. dérogent aux clauses du C.C.A.G. FCS applicable :

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG/FCS.

L'article 7 du CCAP déroge aux articles 13.1 du CCAG/FCS.

L'article 8 du CCAP déroge aux articles 28.2 et 30.2 du CCAG/FCS.

L'article 14.2 du CCAP déroge à l'article 11.1 du CCAG/FCS.

L'article 15.1 et 15.2 du CCAP déroge aux articles 14.1 et 14.2.5 du CCAG/FCS.